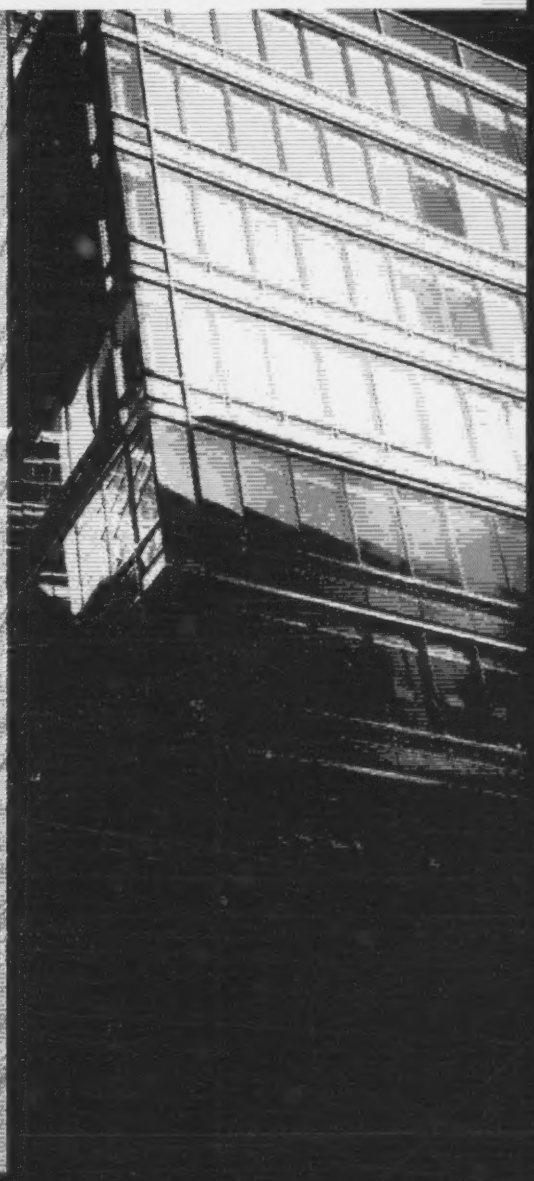
Caisse de dépôt et placement du Québec

[Printemps 2012]

POINT DE VUE

Promouvoir le leadership du milieu d'affaires québécois



ÉCONOMIE

Les perspectives **économiques mondiales**

[pages 14 et 15]

MANUFACTURIER

Ressorts Liberté : **une entreprise innovante**

[page 4]

INTERNATIONAL

Chine : **Survol du contexte actuel**

[pages 12 et 13]

Les réalisations 2011 **de la Caisse au Québec**

Résultats au 31 décembre 2011

159 G$ TOTAL DE L'ACTIF NET DE LA CAISSE

4% RENDEMENT GLOBAL

La Caisse au Québec en quelques chiffres clés

41,2 G$
ACTIF TOTAL AU QUÉBEC

4,7 G$
AUGMENTATION DE L'ACTIF TOTAL AU QUÉBEC

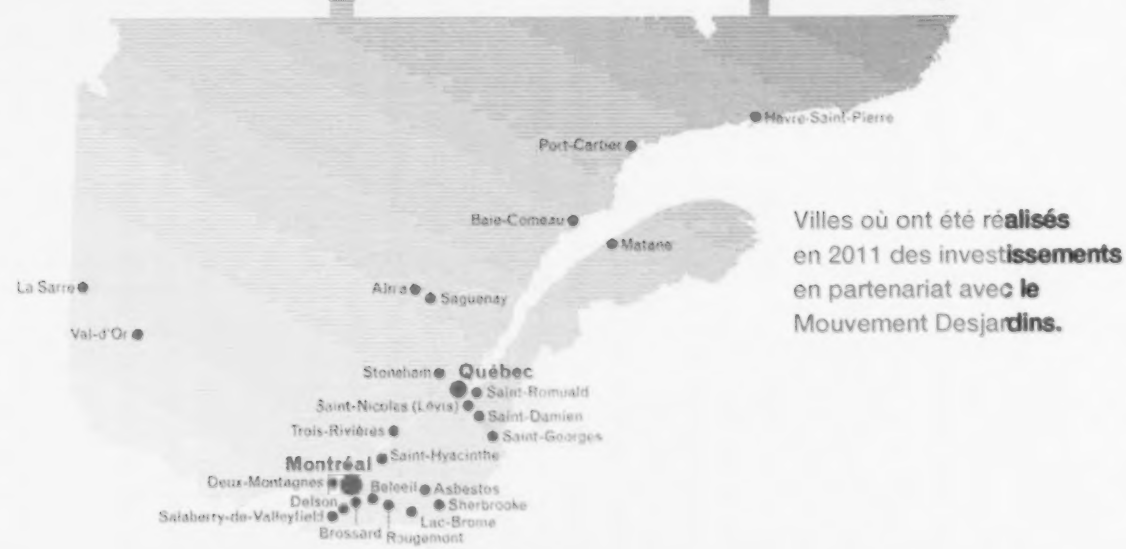
2,1 G$
NOUVEAUX INVESTISSEMENTS ET ENGAGEMENTS AUPRÈS D'ENTREPRISES QUÉBÉCOISES.

CE FAISANT, LA CAISSE A ENTRAÎNÉ LA RÉALISATION DE PROJETS D'INVESTISSEMENT TOTALISANT

5 G$

22,5 G$
ACTIF TOTAL DANS LE SECTEUR PRIVÉ QUÉBÉCOIS

530
PARTENAIRE DE PLUS DE 530 ENTREPRISES QUÉBÉCOISES



Villes où ont été réalisés en 2011 des investissements en partenariat avec le Mouvement Desjardins.

Crédit: la photographie en page couverture et les photographies de la Caisse de dépôt et placement du Québec apparaissant dans cette publication proviennent de Bernard Fougères, photographe.

MOT DE LA DIRECTION

Il me fait plaisir de vous présenter ce nouveau numéro de *Point de Vue*, une publication dont l'objectif consiste à promouvoir le dialogue au sein du milieu des affaires québécois et de ses entrepreneurs.

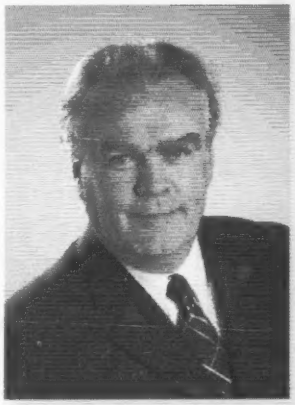
En février, la Caisse vous dévoilait ses résultats financiers pour l'année 2011 et depuis la mi-avril, notre rapport annuel 2011 est disponible. La Caisse a présenté des résultats financiers qui affichent un rendement moyen pondéré de 4,0 % et un actif en hausse de 7,3 milliards de dollars, et ce, dans des marchés marqués par la turbulence. Au Québec seulement, il y a eu une croissance des actifs de plus de 4,5 milliards de dollars. L'année 2011 a donc été encore une fois une année de résultats solides pour la Caisse, en particulier ici.

Les défis qui se présentent à nous pour la prochaine année sont nombreux, tout comme les occasions d'affaires. Nous devons continuer à livrer des rendements solides et à maintenir notre rythme de croissance. Par ailleurs, nous souhaitons servir de pont pour les entreprises d'ici qui souhaitent conquérir les marchés étrangers et être présents à l'appel lorsque les projets entourant les infrastructures québécoises seront mis de l'avant. En somme, nous souhaitons investir aujourd'hui pour les rendements de demain.

Ces rendements, ils sont ici, au Québec, et ailleurs dans le monde. Ainsi, nous souhaitons accélérer notre exposition aux pays émergents et être présents lorsque les entreprises d'ici souhaitent se développer à l'international. L'un de nos rôles consiste à accompagner les entreprises de moyenne et grande taille en leur offrant un financement qui leur permet de réaliser des projets porteurs et significatifs. Notre vision, c'est la réussite des entreprises dans lesquelles nous croyons et auxquelles nous offrons un appui constant.

Je tiens à remercier une fois de plus tous les partenaires qui ont collaboré à cette publication. Bonne lecture et au plaisir de poursuivre le dialogue avec vous.

Normand Provost



NORMAND PROVOST
Premier vice-président, Placements privés

« Nous souhaitons investir aujourd'hui pour les rendements de demain. »

Ressorts Liberté

Montmagny, une ville aux abords du fleuve Saint-Laurent dans la région de Chaudière-Appalaches, abrite l'un des plus importants fabricants de ressorts de précision en Amérique du Nord. De fait, un véhicule sur deux dans le monde est équipé de produits de Ressorts Liberté.

Ressorts Liberté fabrique des ressorts de précision principalement pour l'industrie automobile, de l'aéronautique et des produits récréatifs. Le potentiel de croissance de l'entreprise réside dans l'augmentation du parc automobile dans les pays émergents, en particulier en Chine, et dans la hausse de la demande de ressorts de précision pour la production des nouvelles générations de « petites cylindrées ». Ressorts Liberté possède de nombreux atouts pour réussir, tels qu'un bilan financier solide, des relations privilégiées avec des clients de longue date, une équipe de direction compétente et expérimentée, des usines modernes ainsi qu'une très forte capacité d'innovation.

Ressorts Liberté se démarque, autant sur les marchés nationaux qu'internationaux, par son innovation, sa flexibilité et par la qualité de ses produits. En février, la Caisse et le Fonds Manufacturier Québécois annonçaient un investissement dans Ressorts Liberté. Les objectifs de ce financement visent entre autres à appuyer l'entreprise dans ses projets de croissance et le positionnement de ses nouvelles gammes de produits à l'échelle mondiale, ainsi que de favoriser l'augmentation de la participation de l'équipe de relève dans l'actionnariat.

L'apport du Fonds Manufacturier Québécois a permis de bien cibler les pistes de croissance de l'entreprise, d'instaurer un programme d'optimisation de la productivité, d'appuyer le plan de relève ainsi le processus de planification stratégique.

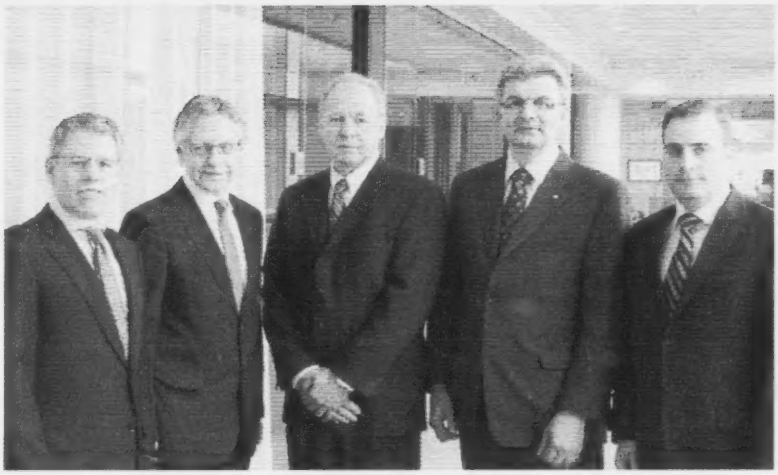
Une entreprise en pleine croissance

Grâce à ses capacités de production à l'étranger, Ressorts Liberté est bien positionnée pour poursuivre sa percée sur les marchés internationaux et accroître ses exportations provenant de sa production de l'usine de Montmagny. En effet, l'entreprise exploite des usines au Mexique, en Chine et à Toronto lui permettant d'être à proximité des marchés qu'elle dessert.

Selon les dirigeants de Ressorts Liberté, le succès de l'entreprise provient de l'engagement des 300 employés dans le monde et de leur souci de la qualité. Qui plus est, l'entreprise consacre une grande part de ses ressources à la recherche et au développement, ce qui lui permet de demeurer parmi les leaders dans son domaine.

Un agrandissement d'usine ainsi que des projets d'automatisation sont prévus pour augmenter la capacité de production de l'entreprise et soutenir l'augmentation de ses ventes. « L'expertise du FMQ sera mise à contribution pour épauler l'entreprise dans ses projets de croissance et l'aider à positionner ses nouvelles gammes de produits à l'échelle mondiale, a indiqué Claude Couvrette, associé au Fonds Manufacturier Québécois. Nous aurons aussi pour mandat d'accompagner l'équipe de relève dans le contexte de transition ». **Selon M. Richard Guimont, président de Ressorts Liberté, avoir la Caisse et le FMQ comme partenaires, c'est bénéficier à la fois d'un réseau international et d'une expertise en développement d'entreprise qui permettent d'exploiter pleinement le potentiel de croissance de Ressorts Liberté ici et ailleurs dans le monde.**

Le Fonds Manufacturier Québécois



Marc Dufresne, Michel Paquette, Denis Roy, Claude Couvrette et Eric Ouellette, Fonds Manufacturier Québécois

Créé en 2006 grâce à l'appui de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui agit à titre de principal commanditaire, le Fonds Manufacturier Québécois (FMQ) contribue à la croissance du secteur manufacturier québécois en offrant un appui qui dépasse le financement. En effet, ses spécialistes, qui se démarquent par leur solide expertise de gestion, s'impliquent auprès des propriétaires et des gestionnaires des sociétés dans lesquelles le FMQ investit. Ainsi, au-delà du financement, ils accompagnent les entrepreneurs dans la réalisation de leurs projets de croissance en mettant leur savoir-faire à profit.

Ainsi, le soutien que le FMQ est en mesure d'apporter aux entreprises manufacturières dépasse largement le seul aspect financier. Les gestionnaires du FMQ ont mené à bien de nombreux projets notamment de développement des affaires, d'optimisation des activités opérationnelles ainsi que de fusion ou d'acquisition d'entreprises au cours de leur carrière. Le FMQ travaille donc en étroite collaboration avec les dirigeants des entreprises dans lesquelles il investit afin de choisir les projets de croissance et d'amélioration de la rentabilité, de définir les actions à privilégier et d'en coordonner la réalisation. L'équipe du FMQ est en mesure d'offrir aux dirigeants des services à valeur ajoutée dans plusieurs domaines.

La force du secteur manufacturier québécois

La force du secteur manufacturier québécois est un sujet qui préoccupe Deloitte et le Fonds Manufacturier Québécois (FMQ).

Au cours des dernières décennies, le poids économique du secteur manufacturier a décliné dans la très grande majorité des pays industrialisés, et le Québec n'a pas échappé à cette tendance.

En effet, de 2000 à 2010, l'importance relative de ce secteur d'activité au sein du PIB de la province est passée de 23,6% à 16,3 %, soit une baisse de plus de 30%, tandis que les emplois directs y ont chuté de 22% (635 000 à 493 000).

Devant ce constat, le FMQ a décidé d'agir. Au cours de la dernière année, le Fonds a participé à une étude approfondie réalisée par Deloitte afin de proposer des solutions concrètes pour renforcer ce domaine névralgique de l'activité économique.

Tournée de conférences avec Deloitte

Onze villes québécoises seront visitées dans le cadre de la tournée manufacturière de Deloitte. D'autres présentations pourraient être ajoutées lors d'une deuxième vague à l'automne 2012. Voici le calendrier des prochaines présentations :

Horaire des présentations

Rimouski	Mercredi 25 avril – 12 h à 14 h
Laval	Mercredi 9 mai – 12 h à 14 h
Granby	Vendredi 25 mai – 7 h 30 à 10 h
Gatineau	Jeudi 7 juin – 7 h 30 à 10 h
Saguenay	Mardi 19 juin – 7 h 30 à 10 h

Pour connaître l'horaire exact des présentations et pour vous inscrire : **www.deloitte.com**

Réalisations de la Caisse au Québec en 2011

Un engagement ferme, des résultats concrets

Par ses investissements, la Caisse vise à générer du rendement pour ses déposants et à contribuer à l'essor des entreprises et de l'économie du Québec. Pour elle, ces deux volets fondamentaux de sa mission vont de pair et lui permettent de servir au mieux les intérêts de ses déposants, des entreprises québécoises et du Québec.

Depuis la mise en place de sa nouvelle stratégie au Québec, en 2009, la Caisse a multiplié les initiatives pour réaliser des investissements dans toutes ses catégories d'actifs et augmenter sa présence auprès des entrepreneurs québécois et universités du Québec. Ses investissements ont d'ailleurs un effet d'entraînement : sa présence dans une transaction facilite souvent l'apport des autres capitaux. Ainsi, en 2011, plus de 100 nouveaux investissements de la Caisse totalisant 2,1 G$ ont entraîné la réalisation de projets d'investissement totalisant 5 G$.

ACTIF TOTAL DE LA CAISSE AU QUÉBEC PAR TYPE DE PLACEMENT
(au 31 décembre — en milliards de dollars)

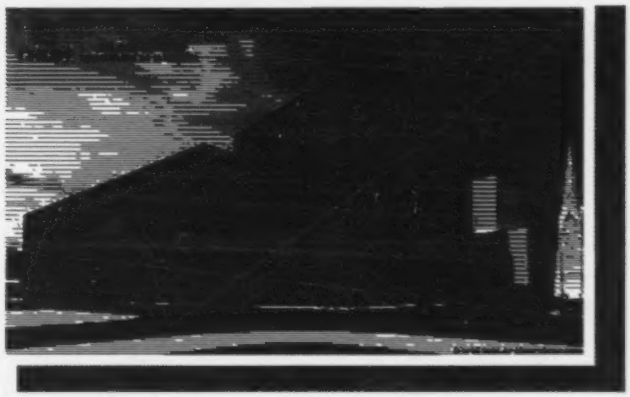
	2011	2010
Obligations	25,7	22,8
Marchés boursiers	3,3	2,7
Groupe Placements privés	4,6	4,2
Groupe Immobilier	7,6	6,8
Total	41,2	36,5
Secteur privé	22,5	20,5
Secteur public	18,7	16,0
Total	41,2	36,5

Chercher à saisir les meilleures occasions d'affaires et d'investissements

Obligations : une augmentation de l'actif de 2,9 G$

L'actif total de la Caisse au Québec en titres obligataires du secteur public et du secteur privé s'élevait à 25,7 G$, soit une hausse de 2,9 G$ par rapport à l'année précédente.

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)
En 2011, la Caisse a participé à hauteur de 408 M$ au financement de 1,4 G$ du consortium qui a le mandat de construire et de gérer le nouveau CHUM, un projet d'importance pour l'avenir de la médecine de pointe au Québec.



Marchés boursiers : une augmentation de l'appui de la Caisse aux sociétés québécoises cotées en Bourse

Au 31 décembre 2011, l'actif du portefeuille spécialisé Actions canadiennes dans les entreprises québécoises s'élevait à 3,3 G$, représentant une augmentation de près de 600 M$ par rapport à 2010 et de 1,2 G$ depuis la fin de 2009. Ainsi, à la fin de l'année, la Caisse détenait en portefeuille 44 sociétés québécoises cotées en Bourse.

Industrielle Alliance
En 2011, la Caisse a fait l'acquisition d'un bloc d'actions d'une valeur de près de 200 M$ dans cette entreprise financière de Québec, devenant ainsi son principal actionnaire. L'investissement de la Caisse sera un atout précieux pour l'entreprise dans la réalisation de son plan d'affaires et la poursuite de croissance au pays et aux États-Unis.

Dans le secteur privé, la Caisse est le partenaire à long terme des entreprises du Québec. L'actif total dans ce secteur s'élevait à 22,5 G$ à la fin de 2011, soit une hausse de 2 G$ par rapport à 2010, démontrant ainsi l'engagement continu de la Caisse envers les entreprises québécoises, qui sont le moteur de la croissance économique et de la création d'emplois au Québec.

Une augmentation de plus de 330 M$ des actifs du groupe Placements privés

La Caisse investit sous forme de placements privés, directement et par l'entremise de fonds, dans plus de 450 sociétés québécoises. Ces placements à long terme permettent à la Caisse d'obtenir des rendements attrayants en investissant dans les entreprises à capital fermé.

Groupe Cascades

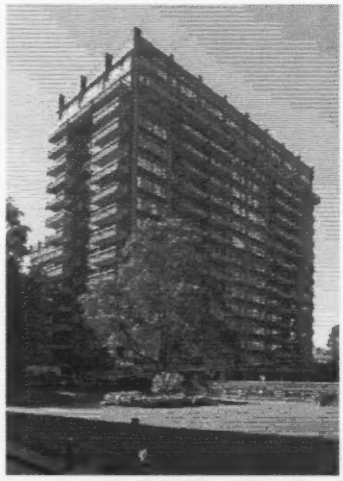
La Caisse a engagé 80 M$ dans un projet du Groupe Cascades pour permettre à la division Norampac d'augmenter sa compétitivité. La nouvelle usine de fabrication de cartons-caisses (Greenpac), située à Niagara Falls, New York, devrait démarrer ses opérations au printemps 2012.

Groupe Immobilier : un secteur dynamique, des actifs de grande qualité

La Caisse est solidement implantée au Québec et son groupe Immobilier est l'un des principaux investisseurs au Québec avec un actif total qui s'élevait à 7,6 G$ au 31 décembre 2011, soit une hausse de près de 780 M$ par rapport à 2010. Une trentaine de nouveaux placements ont été autorisés dans ce secteur au cours de l'année, pour un montant total de près de 800 M$. À la fin de 2011, la Caisse possédait près de 65 immeubles et finançait plus de 400 propriétés immobilières commerciales au Québec.

Le complexe immobilier Rockhill

En 2011, Ivanhoé Cambridge a acquis le complexe Rockhill, un ensemble d'immeubles locatifs situé au cœur de Montréal. Erigé en 1967, ce complexe compte un millier d'appartements répartis dans six immeubles reliés par un passage intérieur.



Servir de pont entre les entreprises québécoises et les marchés mondiaux

La croissance économique et la création de richesse au Québec reposent en bonne partie sur la capacité des entreprises québécoises à se tailler une place sur les marchés mondiaux et accroître leurs exportations. La Caisse met son envergure internationale, ses investissements sur les marchés mondiaux et ses réseaux d'affaires à l'étranger à la disposition des entreprises québécoises prometteuses. Son objectif est d'appuyer les projets de croissance de ces entreprises au bénéfice de tout le Québec.

Cette vision du pont vers l'internationalisation se concrétise au moyen d'investissements, mais également par l'organisation d'activités d'échanges sur les bonnes pratiques liées aux défis de la mondialisation des marchés.

Renforcer la relève entrepreneuriale et financière

Pour la Caisse, la relève entrepreneuriale est vitale au développement économique du Québec. Elle représente un investisseur à long terme et peut agir efficacement pour faciliter le transfert graduel de la propriété des entreprises. Son horizon de placement et sa souplesse lui permettent ainsi d'investir dans le rachat partiel des actions d'une entreprise et de faciliter un processus de planification structuré de la relève.

La Caisse contribue également au renforcement de la gestion des entreprises québécoises en proposant des administrateurs détenant une expertise pertinente aux conseils d'administration des sociétés en portefeuille. De plus, ses équipes de placements privés mettent des experts reconnus à la disposition des entreprises manufacturières dans lesquelles elle investit.

Continuer d'appuyer des initiatives de développement afin d'enrichir l'expertise financière, avec les universités et d'autres partenaires

Le capital humain est un élément essentiel pour créer un contexte favorable à une industrie financière dynamique. La Caisse croit que l'industrie doit continuer à investir dans le développement d'un large bassin d'expertise financière. En outre, elle continue d'agir de manière proactive pour partager ses connaissances et son expertise en intensifiant ses liens avec les universités et en appuyant la relève entrepreneuriale. Ainsi, les partenariats avec les universités, notamment les écoles de gestion, se retrouvent au cœur de l'engagement de la Caisse.

Entente entre le Mouvement Desjardins et la Caisse de dépôt et placement du Québec

En 2010, Desjardins et la Caisse ont conclu une entente visant à appuyer les PME dans la réalisation de projets offrant une bonne rentabilité, tels des projets d'expansion, de recherche et développement, d'acquisition d'entreprises et d'optimisation de la productivité.

En effet, depuis le début de leur partenariat conclu il y a deux ans, la Caisse et Desjardins ont investi conjointement près de ***215 millions de dollars*** *dans différents projets menés par plus de* ***soixante-dix entreprises québécoises*** *situées aux quatre coins de la province.*

Plus récents investissements

11 ENTREPRISES : 12,6 M$

Agence de sécurité Mirado inc., Rouyn-Noranda

Mirado est le plus important fournisseur de services stratégiques en matière de sécurité en Abitibi-Témiscamingue, en Outaouais et dans le Nord-du-Québec.

Groupe minier CMAC-Thyssen inc., Val-d'Or

L'entreprise exécute des contrats de développement minier et d'exploitation minière, offrant un service clés en main, en plus de proposer un service de placement de main-d'œuvre.

Propane Nord-Ouest, Val-d'Or

Cette entreprise est spécialisée dans la distribution de propane en vrac, ainsi que la vente et l'installation d'équipements.

Pixelweb Télécom inc., Boucherville

Pixelweb Télécom offre des services informatiques spécialisés dans les technologies Internet, les télécommunications et les technologies de l'information.

Zone Vue (Québec) inc., Québec et Clermont

L'entreprise exerce ses opérations dans la vente de lunettes, de lentilles cornéennes et d'accessoires en lien avec la vision.

Recyc RPM inc., Saint-Damien-de-Buckland

L'entreprise œuvre dans le domaine du recyclage des plastiques. Recyc RPM inc. se spécialise dans la transformation de polymères selon divers procédés de granulation.

Ultima Fenestration inc., Saint-Georges-de-Beauce

Ultima Fenestration est un manufacturier de portes et fenêtres en PVC destinées aux distributeurs, fabricants de maisons usinées, entrepreneurs et particuliers.

Centre de réalisation d'outils innovateurs (CROI), Chicoutimi

Le CROI a développé une expertise dans la création, la fabrication et la modification de postes Sécurgence inc. / VIP Télécom inc., Baie-Comeau Sécurgence et VIP Télécom desservent une clientèle résidentielle et commerciale pour des services de sécurité, de centre d'appels et de télécommunications.

Gestion P.R.N. Vigneault inc., Havre-Saint-Pierre

Il s'agit d'une compagnie de gestion qui regroupe, sous la bannière Unimat, des filiales qui proposent principalement des produits et services de quincaillerie.

À l'automne 2011, la Caisse a annoncé la nomination de plusieurs membres de ses équipes d'investissement à titre de représentants régionaux.

Ils agissent comme porte d'entrée de la Caisse dans toutes les régions du Québec, et à ce titre, sont amenés à mettre l'expertise de la Caisse au profit des régions.

Pour communiquer avec eux : lacaisseauquebec@lacaisse.com

Centre-du-Québec et Mauricie

Richard Babineau
Directeur, investissements

Lanaudière et Laurentides

Claude Lafond
Directeur principal, investissements

Montérégie et Outaouais

Stephane Léveillé
Directeur, investissements

Chaudière-Appalaches et Bas-Saint-Laurent

François Licotte
Directeur principal, investissements

Saguenay et Côte-Nord

Martin Licotte
Directeur, investissements

Abitibi et Laval

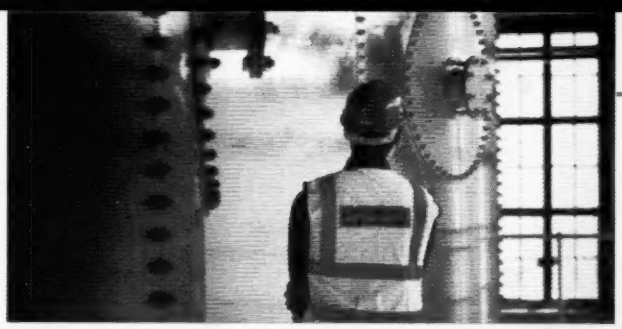
David Petrie
Directeur, investissements

Montérégie et Estrie

Pierre-Yves Thibault
Directeur, investissements

La Caisse, partenaire du développement économique du Québec.

Le développement économique passe par les infrastructures



Les infrastructures jouent un rôle vital dans le développement économique et social et ont un impact réel sur la croissance économique d'un pays. Les infrastructures agissent tel un incitatif économique en période de crise et génèrent un effet multiplicateur sur le PIB et la création d'emplois. La mise en place d'infrastructures de qualité répondant aux besoins de la population constitue un facteur important dans la compétitivité d'un pays et lui permet d'être efficient et concurrentiel sur la scène internationale.

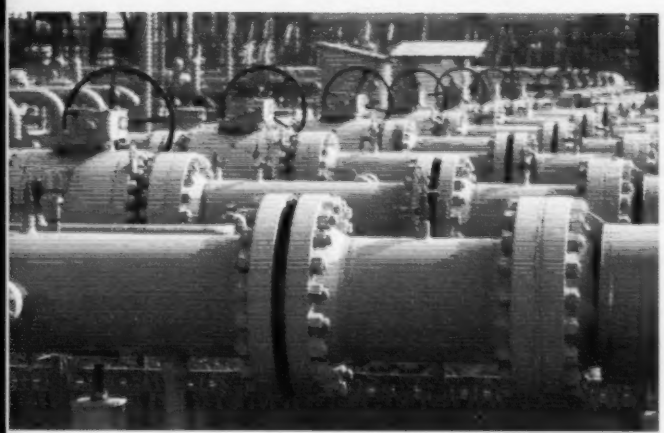
Les infrastructures se présentent sous plusieurs formes. Qu'elles soient routières, ferroviaires, énergétiques ou aéroportuaires, elles répondent au souhait d'implanter des structures facilitant le développement économique. Les infrastructures peuvent également répondre à des besoins d'ordre social, telle la mise en place d'institutions comme des hôpitaux et des écoles.

Sans nul doute, la qualité des infrastructures dans les pays développés, malgré le degré de vieillissement d'une partie non négligeable de celles-ci, est meilleure que celle des pays émergents. Toutefois, les infrastructures existantes dans les pays émergents sont déjà désuètes en raison de toutes ces années où l'investissement a été inadéquat et de l'augmentation de leur utilisation en raison de la croissance de la population.

D'ici 2030, dans le monde, on estime les besoins en infrastructures à deux mille milliards de dollars par année, autant pour leur développement que pour leur entretien. Dans le cas des pays développés, des investissements devront être réalisés afin de répondre aux besoins de rénovation, de modernisation et d'extension des infrastructures actuelles. À l'inverse, les pays émergents ont besoin dès maintenant de déployer et de construire de nouvelles infrastructures afin d'assurer leur développement économique.

En somme, les besoins annuels d'investissement en infrastructures représenteront environ 2,5 % du PIB mondial d'ici 2030 en raison notamment de la croissance élevée de la population dans les pays émergents et du taux d'urbanisation de ces pays. En 2025, 21 des 25 grandes villes mondiales feront partie des pays émergents. Conséquemment, la croissance de la population et l'urbanisation exercent une pression sur les infrastructures existantes et créent des besoins additionnels, en particulier dans les services d'électricité, d'eau et d'assainissement.

La demande mondiale pour le développement d'infrastructures jumelée au souhait des gouvernements de réduire leurs déficits budgétaires devrait accroître le nombre de transactions au niveau des infrastructures au cours des prochaines années.



La Caisse et les investissements en infrastructures

À la Caisse, le portefeuille spécialisé en infrastructures mise sur une stratégie d'investissements qui se base sur des partenariats stratégiques et financiers. Depuis sa création, le portefeuille s'articule à un niveau de risque d'affaires faible, un rendement correspondant et par des investissements directs et à long terme dans des actifs réglementés, monopolistiques ou contractés. De plus, ces investissements doivent générer des flux monétaires stables, prévisibles et élevés, détenir une bonne protection contre l'inflation et être en accord avec la nature et l'évolution à long terme du passif des déposants.

Tel que le souligne Macky Tall, vice-président principal, Investissements infrastructures et énergie à la Caisse, le rendement du portefeuille pour l'année 2011, au 31 décembre 2011, a été de 23 %, ce qui dépasse le niveau attendu à long terme. Cette performance s'explique notamment par une performance fondamentale très robuste du portefeuille en 2011. Macky Tall rappelle que le portefeuille Infrastructures est un portefeuille de long terme et qu'un facteur important de satisfaction est la performance de ce portefeuille au cours des 7 ou 8 dernières années.

Les projets d'infrastructures au Québec sont nombreux et bien présents dans les sphères économique et sociale. Que l'on mentionne les autoroutes 25 et 30, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), le Centre universitaire de santé McGill (CUSM), la Maison symphonique de Montréal ou les aires de service, plusieurs projets ont été ainsi mis de l'avant grâce à un partenariat d'investissement public et privé contribuant au développement.

Les investissements de la Caisse dans les infrastructures du Québec s'orientent déjà autour de plusieurs axes. En effet, par l'intermédiaire de la société Noverco, la Caisse détient une participation considérable dans Gaz Métro, le réseau de distribution de gaz dans la province de Québec. En outre, la Caisse a investi en 2010 dans le fonds Fiera Axium. Ce fonds d'investissement, dédié au secteur des infrastructures au Canada a entre autres investi dans le Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal. De plus, grâce à la participation dans Keolis, société de transport de passagers, la Caisse possède une participation indirecte dans le Groupe Orléans Express.

- La catégorie d'actifs Infrastructures demeure intéressante sur une base de rendement *versus* risque ainsi que pour ses attributs financiers en lien avec le passif des déposants de la Caisse.
- La rigueur et la discipline sont toujours essentielles dans la sélection de possibilités d'investissement.
- La Caisse privilégie le déploiement de capital en infrastructure par le développement de plateformes avec des partenaires stratégiques et financiers.

FLASH QUÉBEC

SAVIEZ-VOUS QUE...

La Caisse fait aujourd'hui partie des grands investisseurs sur la scène internationale et bénéficie d'une présence mondiale significative. En effet, la Caisse est actionnaire auprès de 4 000 entreprises dans le monde entier.

Survol du contexte actuel en Chine

Entrevue avec Patrice Dallaire, vice-président et directeur général, CDPQ Chine

Patrice Dallaire dirige CDPQ Chine, une filiale à part entière de la Caisse établie à Beijing, depuis 2009. Le mandat de son équipe comporte quatre volets, soit le développement de relations avec les autorités gouvernementales et réglementaires qui concernent la Caisse en tant qu'investisseur en Chine; la vigie de marché, dont la rédaction de publications périodiques et de notes d'analyse ad hoc; le réseautage et l'identification de partenaires potentiels ainsi que l'appui aux missions en Chine.

En Chine, la Caisse investit principalement en immobilier, dans des fonds de placement privé et sur les marchés. La Caisse détient le titre *Qualified Foreign Institutional Investor* (QFII) octroyé par les autorités réglementaires chinoises. Cette licence a été obtenue à l'automne 2008 et porte sur un quota de 200 M$ US dans les actions de catégorie A (cotées en yuans chinois) de plus de 1 500 sociétés inscrites aux Bourses de Shanghai et de Shenzhen.

De gauche à droite : Évelyn Shen, Cathy Zhang, Patrice Dallaire, Claire Zhou et Sean Sui.

L'un des éléments qui distinguent la Caisse d'autres institutions financières québécoises est sans conteste sa présence internationale, qui se déploie depuis une trentaine d'années. En effet, la gestion d'un portefeuille de l'envergure de celui de la Caisse exige une saine diversification géographique, laquelle est fondamentale pour tirer profit du rendement offert par les différents marchés financiers, pour assurer une saine gestion des risques et pour produire les résultats attendus.

Colloques régionaux

Dialogues sur la mondialisation

Plus d'une douzaine de colloques se tiendront dans plusieurs régions du Québec durant l'année. Ces rencontres permettront aux entrepreneurs et aux gens d'affaires d'échanger avec des experts dans le but d'appuyer leurs projets de croissance à l'international.

Prochaines dates :

Saint-Georges-de-Beauce : 17 mai • Longueuil : 23 mai • Rivière-du-Loup : 31 mai • Laval : 14 juin

Pour de plus amples informations concernant les rencontres et pour vous y inscrire, nous vous invitons à consulter la page Dialogues de notre site Internet où vous trouverez également des extraits vidéo de nos derniers colloques : **www.lacaisse.com/dialogues**.

De plus, rejoignez le groupe Dialogues sur LinkedIn! Ce groupe de discussions vous permettra d'échanger et d'obtenir des pistes de solution utiles au développement de votre entreprise ainsi que des détails sur les colloques à venir.

Et qu'en est-il de la situation en Chine à l'heure actuelle? Selon M. Dallaire, les mots qui décriraient le mieux la situation en ce moment seraient « transition » et « incertitudes ». En effet, bien que la Chine connaisse un développement économique fulgurant, elle doit opérer une transformation structurelle de son modèle si elle veut passer du statut de pays émergent à celui de pays développé. Ces changements sont compliqués par un vieillissement accéléré de la population et par une propension à l'épargne plutôt qu'à la consommation en raison de l'absence d'un filet social adéquat.

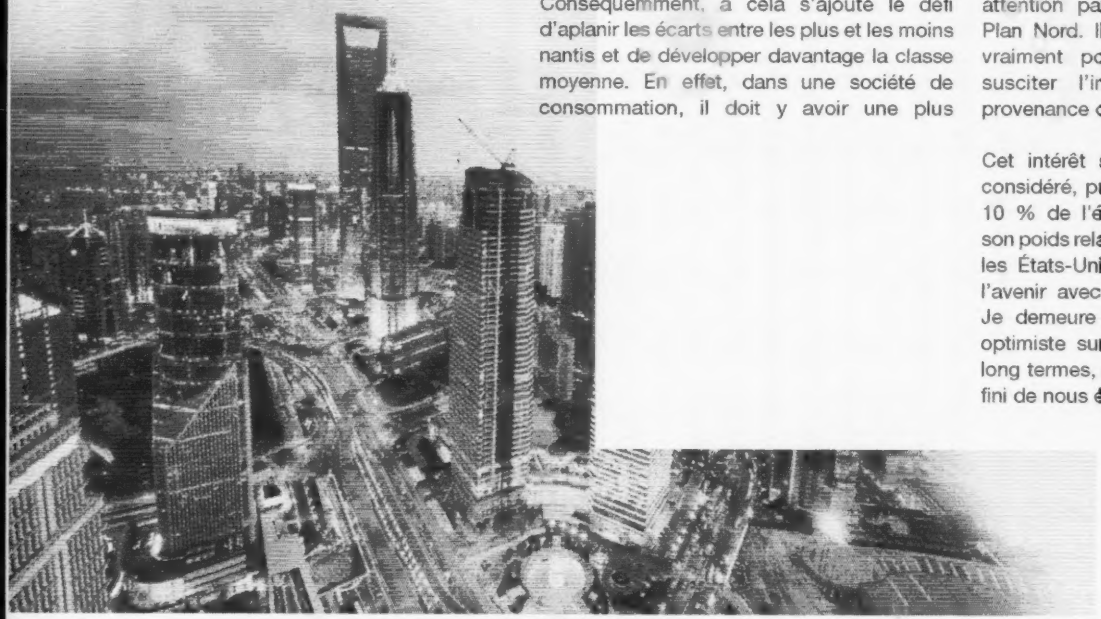
En outre, plusieurs défis se présentent à la Chine. Tout d'abord, sur le plan politique, il demeure important d'encourager les changements graduels et démocratiques, comme l'a évoqué le premier ministre Wen le mois dernier. Dans l'histoire, la Chine a souvent eu recours à des ruptures marquées pour établir ses changements de gouvernement. Ainsi, la volonté actuelle est d'assurer davantage de stabilité politique.

Au niveau économique, un des défis de la Chine est de passer d'un modèle d'exportation à une société de consommation comme principal moteur de développement économique. Or, la transition doit s'effectuer sans dislocation économique. Le changement vers une production à valeur ajoutée doit appuyer une croissance robuste, adaptée aux divers aspects actuels de la Chine, tels les aspects sociaux et environnementaux. C'est pourquoi le pays cherche actuellement à maintenir une croissance plus modeste, mais stable.

Conséquemment, à cela s'ajoute le défi d'aplanir les écarts entre les plus et les moins nantis et de développer davantage la classe moyenne. En effet, dans une société de consommation, il doit y avoir une plus grande facilité d'accès à des services et des produits, ce qui n'est pas encore le cas, puisque la classe défavorisée paraît encore trop importante, face à un petit pourcentage de gens particulièrement fortunés. C'est précisément pour ces raisons que la dislocation économique risque de se produire le cas échéant, s'il n'y ait pas de mesures prises par le gouvernement chinois.

En matière de développement, le gouvernement chinois encourage les entreprises et les institutions bancaires chinoises à être plus proactives par le biais d'investissements. D'ailleurs, ces investissements doivent indéniablement prendre en compte l'aspect politique et s'éloigner des positions de prise de contrôle, particulièrement aux États-Unis. Ainsi, la Chine cherche des actifs réels et prometteurs. C'est pourquoi elle porte une attention particulière aux perspectives du Plan Nord. Il va sans dire que ce projet a vraiment positionné le Québec afin de susciter l'intérêt des investisseurs en provenance de la Chine.

Cet intérêt semble important et doit être considéré, puisque la Chine représente déjà 10 % de l'économie mondiale. Vers 2020, son poids relatif atteindra 20 %, pour rejoindre les États-Unis. « Personne ne peut prévoir l'avenir avec certitude, indique M. Dallaire. Je demeure quant à moi raisonnablement optimiste sur les perspectives à moyen et long termes, et je crois que la Chine n'a pas fini de nous étonner ».



L'entreprise transnationale : résultats de l'étude

Accédez aux résultats de l'étude : « L'ENTREPRISE TRANSNATIONALE : Développez l'ADN de la réussite à l'étranger ». Cette étude vous accordera un accès privilégié à l'expérience unique d'une grande diversité d'entreprises et de leurs dirigeants européens et québécois. Vous y trouverez des exemples de cas vécus et de nombreuses citations qui vous guideront dans l'élaboration d'une stratégie efficace à l'échelle internationale.

FLASH QUÉBEC

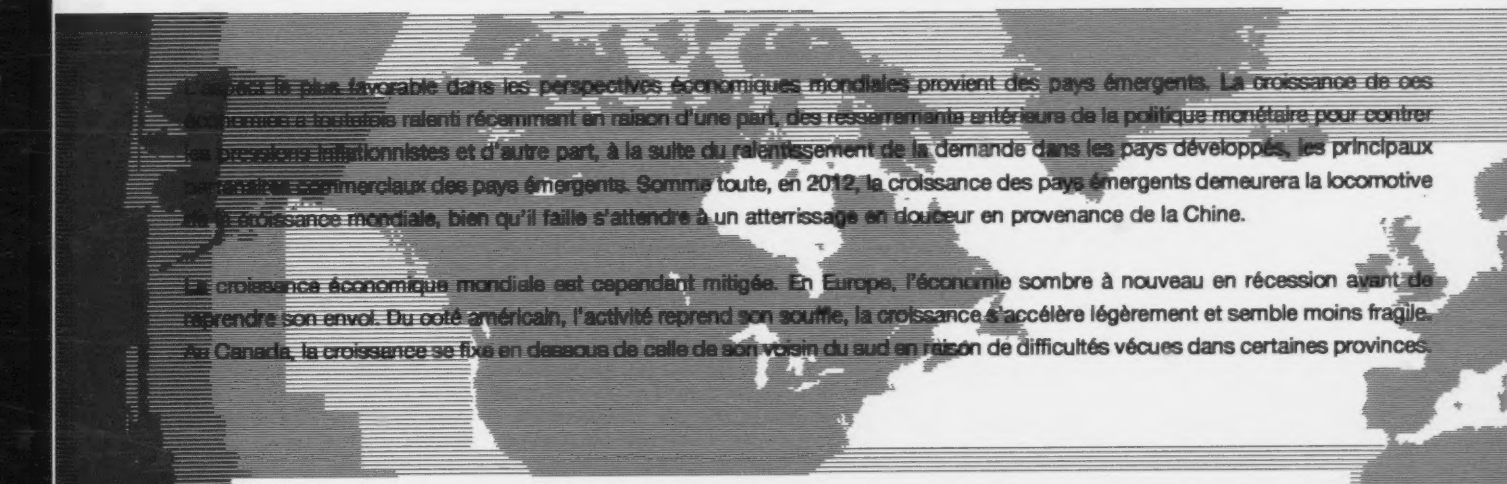
SAVIEZ-VOUS QUE...

Grâce à l'entente conclue avec le Concours québécois en entrepreneuriat, un organisme à but non lucratif qui vise à soutenir le développement de l'entrepreneuriat au Québec, la Caisse soutiendra de nouvelles entreprises par l'attribution d'une bourse de 1 500 $ dans chacune des 17 régions du Québec.

Mot sur l'économie

Entrevue avec l'équipe d'analyse économique de la Caisse

S'il est un sujet qui préoccupe en ce moment la communauté d'affaires, c'est bien la situation économique mondiale. Qu'il s'agisse de celle du Canada, des États-Unis, de l'Europe ou des pays émergents, plusieurs d'entre nous portons une attention particulière à l'évolution de la situation et aux risques présents. Tandis que la reprise se poursuit de manière inégale dans le monde, nous vous proposons un bref portrait des perspectives de l'année à venir.



L'aspect le plus favorable dans les perspectives économiques mondiales provient des pays émergents. La croissance de ces économies a toutefois ralenti récemment en raison d'une part, des resserrements antérieurs de la politique monétaire pour contrer les pressions inflationnistes et d'autre part, à la suite du ralentissement de la demande dans les pays développés, les principaux partenaires commerciaux des pays émergents. Somme toute, en 2012, la croissance des pays émergents demeurera la locomotive de la croissance mondiale, bien qu'il faille s'attendre à un atterrissage en douceur en provenance de la Chine.

La croissance économique mondiale est cependant mitigée. En Europe, l'économie sombre à nouveau en récession avant de reprendre son envol. Du côté américain, l'activité reprend son souffle, la croissance s'accélère légèrement et semble moins fragile. Au Canada, la croissance se fixe en dessous de celle de son voisin du sud en raison de difficultés vécues dans certaines provinces.

L'Europe

L'Europe est la région du monde qui est présentement la plus affaiblie. La production a reculé dans 9 des 17 pays de la zone euro au 4e trimestre 2011 à la suite du resserrement des conditions financières et de l'incertitude engendrée par la crise de la dette souveraine. Également, de nombreux pays européens dits périphériques ont dû se servir de la politique budgétaire pour rassurer les marchés financiers. Ce recours devrait résulter en un fort ralentissement en raison de resserrements budgétaires substantiels supplémentaires en Italie, en Espagne et en France, qui seront transmis à toute l'Europe étant donné leurs liens commerciaux importants. Par ailleurs, la récession devrait se terminer à la fin de 2012 ou au début de 2013 grâce aux actions de la Banque centrale européenne.

Le problème prend racines du fait qu'il y a un trop grand écart dans les comptes courants de certains pays de l'Europe, tels que la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Allemagne. Au fil du temps, depuis la création de la monnaie unique, l'écart s'est creusé. Avant d'entrer dans la zone euro, la Grèce et le Portugal présentaient des taux d'intérêt beaucoup plus élevés. Depuis, leurs taux ont beaucoup baissé, ce qui a eu pour effet direct l'augmentation de l'endettement des ménages et des gouvernements. Cela a favorisé l'Allemagne, lui donnant accès à un plus grand marché. En outre, le niveau actuel de l'euro est probablement bien en dessous de ce que serait le taux du Deutsch Mark, car l'Allemagne connaît d'énormes surplus à son compte courant. Pour contrer cette situation, la zone euro devrait instaurer un système de péréquation, car il n'y a pas actuellement de pacte fiscal bien ficelé au sein de la zone.

Cependant, des risques importants demeurent, entre autres en raison de la problématique actuelle en Grèce. Par contre, avec la restructuration de la dette détenue par le secteur privé et l'entrée en fonction du Mécanisme européen de stabilité financière en juin, la contagion à partir de la Grèce vers les autres économies de la zone euro a été évitée.

Les pays émergents

Le ralentissement observé en ce début d'année dans ces pays provient de la faiblesse actuelle des pays industrialisés et du resserrement antérieur des politiques monétaires. Les pays émergents disposent toutefois d'une grande marge de manœuvre dans leur politique monétaire, comparativement aux pays industrialisés, ce qui leur facilite la tâche et leur permet une meilleure adaptabilité. Les banques centrales peuvent diminuer leur taux directeur – les gouvernements peuvent mettre en place des politiques budgétaires expansionnistes – en raison d'un endettement moindre. En Inde, par contre, on peut constater qu'il y a une plus grande inflation qu'ailleurs dans le monde.

Donc, malgré la situation actuelle des pays développés qui affecte les exportations et qui cause une certaine période de flottement, les pays émergents utilisent leur marge de manoeuvre leur permettant de contrebalancer en partie cette secousse, assurant le maintien d'une croissance relativement plus élevée.

Les États-Unis

La situation en Europe ne risque pas trop de faire trébucher l'économie américaine. D'ailleurs, à la suite de la crise financière, les ménages américains ont ralenti la croissance de leur consommation afin d'accroître leur taux d'épargne et d'améliorer la santé financière de leur bilan. En outre, le marché du travail se porte mieux comme en témoigne l'accélération de la création d'emplois depuis un certain temps.

L'année 2012 constituera ainsi une année respectable en termes de croissance américaine. Grâce à une politique monétaire accommodante, l'économie américaine semble être moins fragile. Elle devra toutefois absorber le resserrement budgétaire substantiel qui sera mis en place en 2013. Le déficit budgétaire fédéral américain est présentement de 8 % du PIB et la dette du gouvernement se fixe aux environs de 100 % du PIB. Ce déficit devra être abaissé. La manière dont le gouvernement va gérer cette situation peut représenter un risque considérable pour l'économie américaine l'année prochaine.

En novembre, le prochain président devra présenter un plan budgétaire à moyen terme visant à redresser les finances publiques. Si l'administration en place établit une politique budgétaire trop austère, les États-Unis pourraient retomber en récession. Si la politique est modérée, la situation sera sous contrôle et la croissance pourra être maintenue, plus faible certes, mais sans conséquence hasardeuse.

Autant les années 2011 et 2012 ont éprouvé les Européens, autant l'année 2013 pourrait être difficilement vécue par les Américains, tout dépendant de la manière dont le président qui occupera les fonctions dès novembre redressera les finances publiques.

Le Canada

Au Canada, les disparités régionales se poursuivent. En effet, dans les provinces de l'Ouest, on y observe des gains d'activité assez importants en raison des cours élevés du prix de l'énergie et des matières premières – grâce en partie à la croissance des pays émergents. Au contraire, dans les provinces du centre, soit le Québec et l'Ontario, la croissance du PIB réel est plus sobre. Également, les effets accommodants de la politique monétaire sont maintenant derrière nous et les effets de la politique budgétaire plus restrictive commencent à se faire sentir.

À l'heure actuelle, le Québec et l'Ontario font face à certains défis. En premier lieu, la devise semble être un peu trop élevée, gonflant les coûts de la main-d'œuvre. Ce facteur influence les parts de marché des provinces centrales aux États-Unis. Les coûts unitaires en main-d'oeuvre ont augmenté de 60 % depuis 2003 au Canada, contre 15 % au sud de la frontière. Cela s'explique par le fait que le Québec et l'Ontario n'ont pas réussi à augmenter leur productivité aussi rapidement que le rythme d'appréciation du dollar. En outre, le Québec exporte davantage vers l'Europe que le reste du Canada, un partenaire commercial en récession, ce qui désavantage à la marge la province.

Les entreprises des provinces centrales devront relever le défi de la productivité en investissant davantage pour contrer une devise canadienne trop élevée. Dans l'immédiat, la croissance québécoise en 2012 devrait être assez proche de celle de l'année dernière. En Ontario, la province devrait bénéficier d'un regain du secteur automobile des deux côtés de la frontière.

À suivre en 2012 :

- La situation en **Italie** et en **Espagne**
- Les pressions inflationnistes et les élections présidentielles aux **États-Unis**

Fonds de couverture

Les fonds de couverture se distinguent de plusieurs façons des catégories d'actifs traditionnelles. La nature de l'investissement porte principalement sur la façon de faire des placements. On recherche le savoir-faire du gestionnaire de fonds qui dispose d'un répertoire de stratégies et d'instruments financiers plus large. De plus, l'objectif de rendement du gestionnaire n'est pas mesuré en fonction d'un indice obligataire ou de marché boursier. Il est à noter que ces gestionnaires possèdent une partie appréciable de leurs avoirs personnels investis dans le fonds aux côtés des investisseurs, ce qui pousse à un alignement d'intérêts.

La Caisse et les fonds de couverture

La Caisse joue un rôle de premier plan lorsqu'il est question d'instaurer de bonnes pratiques au sein de l'industrie. En effet, comme premier investisseur canadien membre du *Hedge Fund Standards Board*, la Caisse démontre sa volonté de relever les normes de bonne gouvernance des fonds de couverture. À titre indicatif, mentionnons qu'à la fin de 2011, la valeur des avoirs investis dans des fonds de couverture était évaluée à plus de deux billions (2 000 milliards) de dollars américains.

L'équipe de ce portefeuille spécialisé de la Caisse est organisée en trois métiers : sélection de gestionnaires, construction de portefeuilles et revue diligente opérationnelle. La Caisse cherche continuellement les gestionnaires les mieux organisés pour exécuter leur stratégie de placement, à la fois par leur processus et par la qualité du personnel en place, et qui accordent la plus haute importance à la gestion des risques.

Présentement, les 3,3 milliards de dollars investis à la Caisse dans les fonds de couverture sont confiés à une quarantaine de gestionnaires dans le monde, à raison de 50 à 150 millions de dollars chacun. L'amalgame des rendements de ces gestionnaires est fait de telle sorte que les résultats démontrent une faible corrélation à long terme avec la direction du marché boursier.

Les fonds de couverture (communément appelés hedge fund) représentent une activité d'investissement qui regroupe un ensemble de stratégies de placement. Ces stratégies sont classées en trois catégories : valeur relative (par exemple : acheter un titre dont le prix est en-deçà de sa valeur intrinsèque et vendre à découvert un titre qui est au-delà de sa valeur intrinsèque), événementielle (par exemple : évaluer la probabilité qu'une fusion annoncée soit complétée et prendre une position en conséquence sur la société acquérante et la société acquise) et directionnelle (par exemple : prendre une position qui représente une anticipation de direction des marchés boursier ou obligataire).

À l'occasion de la visite au Canada de Dame Amelia Fawcett, présidente du Hedge Fund Standards Board (HFSB), la Caisse a reçu une délégation de représentants des principaux investisseurs institutionnels et gestionnaires de fonds de couverture actifs à Montréal.

Jean Houde, président du conseil, Finance Montréal, le groupe financière du Québec, Dame Amelia Fawcett, HFSM et Mario Therrien, vice-président principal, Fonds de Fonds de couverture à la Caisse.

Avantages des fonds de couverture

Les avantages des fonds de couverture sont nombreux. Tout d'abord, les gestionnaires de ces fonds bénéficient d'un degré de liberté élevé quant à leurs opérations, ce qui leur permet de profiter rapidement des occasions qui se présentent sur le marché et qui sont hors de portée des investisseurs traditionnels. La Caisse peut ainsi bénéficier d'une source supplémentaire de rendement. De plus, l'industrie des fonds de couverture est empreinte d'une forte culture entrepreneuriale et d'innovation, et nos gestionnaires externes partagent certaines idées avec les professionnels de placement de la Caisse.

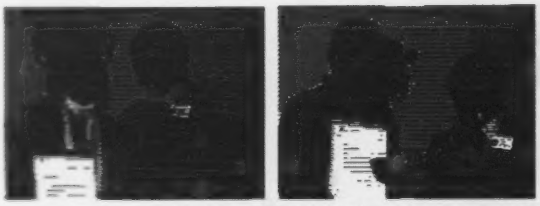
hfSB
hedge fund standards board

Le HFSB est un organisme de normalisation en gouvernance de fonds de couverture qui regroupe 51 investisseurs et 56 gestionnaires en fonds de couverture. La Caisse est l'un des fiduciaires du HFSB. On compte 9 000 fonds de couverture dans le monde. Le Canada représente environ 2 % de l'industrie mondiale des fonds de couverture.

FLASH QUÉBEC

SAVIEZ-VOUS QUE...

La Caisse a remis deux bourses de 10 000 $ à des étudiants de l'École d'Entrepreneurship de Beauce. La bourse Région éloignée de la Beauce a été remise à Erik Lévesque de J2 Gestion d'approvisionnement, une entreprise de Longueuil qui gère de multiples groupements d'achats dans l'industrie manufacturière québécoise. La bourse Création d'entreprise, qui vise à reconnaître le fondateur d'une entreprise créée il y a un minimum de cinq ans, a quant à elle été remise à Ariane Cloutier de Coups de pieds, une entreprise de Granby spécialisée en coaching personnel et professionnel.



Ariane Cloutier et Érik Lévesque, en compagnie de François Libotte, directeur principal, Investissements à la Caisse

Récents investissements au Québec

Garda

La Caisse a récemment annoncé un investissement de 62,5 M$ sous forme de prêt à terme dans Corporation de Sécurité Garda World (« Garda »), une entreprise québécoise de calibre mondial réputée en matière de solutions de sécurité, de transport de valeurs et de services-conseils en gestion du risque. L'opération permettra à Garda de poursuivre son expansion dans ses segments d'activités et l'optimisation de sa structure de capital.

Novatech

La Caisse a procédé à un investissement global de 16,7 M$ dans Groupe Novatech inc., l'un des plus importants fabricants canadiens de composantes et de fenêtres de portes extérieures. Le fondateur de l'entreprise cède ainsi une portion de sa participation à la Caisse dans le cadre d'un programme de transfert progressif à la relève.

Pour de plus amples renseignements concernant les investissements de la Caisse, nous vous invitons à consulter notre site Internet à l'adresse **www.lacaisse.com**

Un appui de 200 M$ pour renforcer les entreprises québécoises de petite capitalisation

Afin de bonifier davantage son offre de financement aux très petites entreprises et soutenir l'essor d'entreprises qui formeront demain le club des grandes entreprises québécoises de calibre mondial, **la Caisse a mis sur pied en avril 2011 le mandat Petite capitalisation Québec.** En vertu de celui-ci, les équipes de placement de la Caisse sur les marchés boursiers disposent de 200 M$ pour investir dans des sociétés québécoises performantes et prometteuses à petite capitalisation inscrites en Bourse.

Extenway Solution

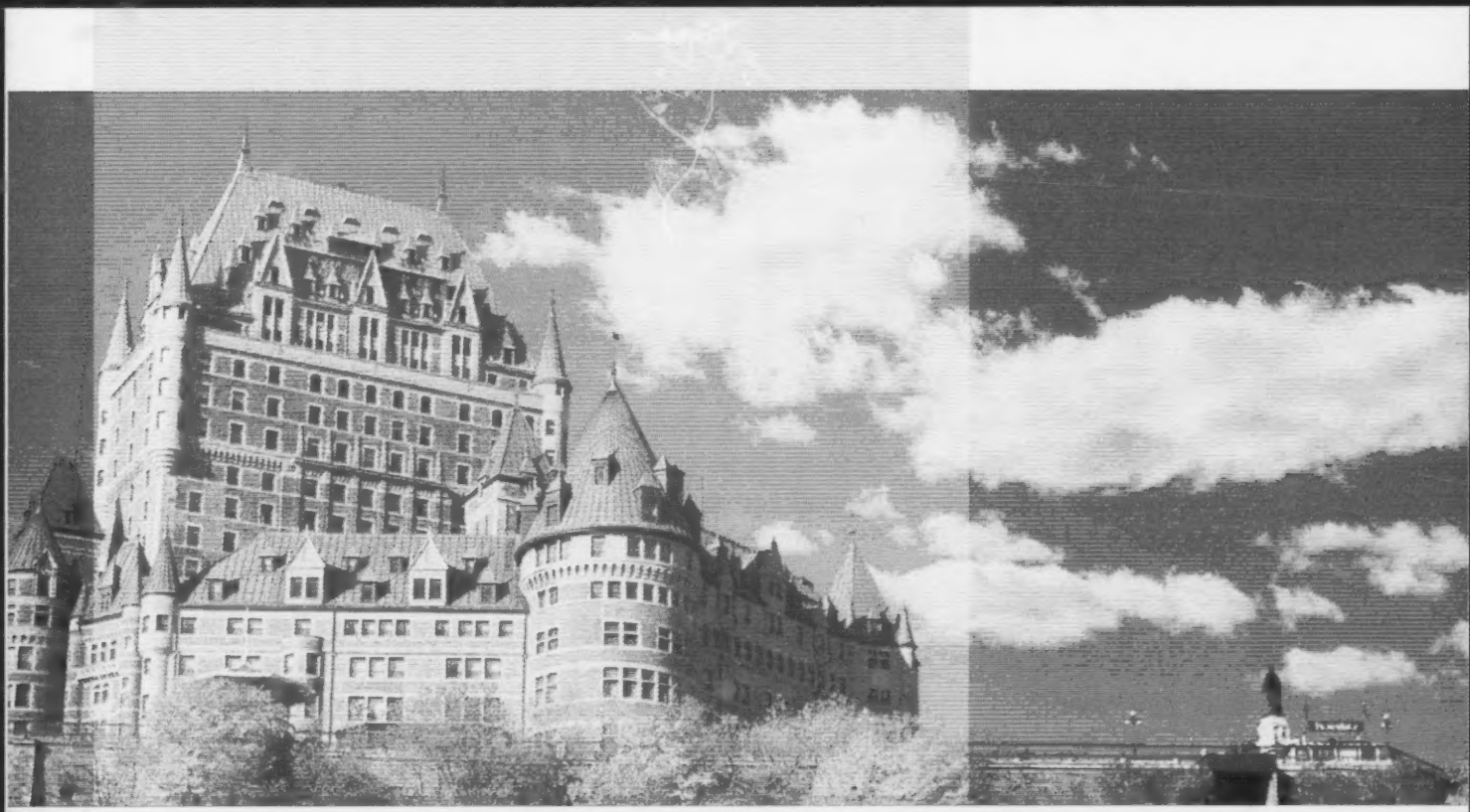
La Caisse a investi près de 1,5 million de dollars sous forme de placement privé dans cette entreprise montréalaise oeuvrant dans le secteur des technologies de l'information.

Innoventé

Cette entreprise, active dans la production d'énergie verte basée en Chaudière-Appalaches, a reçu pour sa part une somme avoisinant 1,5 million de dollars.

La Caisse et la Banque Nationale annoncent un investissement de 30 M$ pour appuyer la création d'un nouveau fonds québécois négocié en bourse

Cet investissement de 30 M$ permettra la création du fonds négocié en bourse (FNB) XTF Indice *Morningstar Québec Banque Nationale*. Ce fonds, composé exclusivement de titres québécois, aura pour objectif de favoriser la croissance et la reconnaissance d'entreprises québécoises ici et auprès de la communauté financière internationale. Au printemps dernier, la Caisse avait annoncé que son indice de référence pour le portefeuille Actions canadiennes intégrerait désormais le nouvel indice *Morningstar Québec Banque Nationale*. La Caisse, qui investit 15 M$ dans cette initiative, réaffirme sa volonté d'appuyer les entreprises québécoises porteuses de croissance et d'en assurer leur rayonnement.



La grande transformation du Château Frontenac

Ivanhoé Cambridge, la filiale immobilière de la Caisse de dépôt et placement du Québec, entame une grande transformation du Château Frontenac. En effet, il a été annoncé en mars qu'un investissement majeur de 66 M$ servira à moderniser le Château Frontenac, fleuron de la ville de Québec qui suscite la fierté de tous les Québécois.

Les chambres, le hall principal et de nombreux autres éléments distinctifs subiront une transformation complète afin de renforcer la position du Château Frontenac parmi les meilleurs hôtels d'Amérique du Nord. Cette transformation permettra non seulement d'assurer la pérennité d'un élément majeur de notre patrimoine, mais également de positionner cet hôtel unique parmi les destinations de luxe les plus recherchées au monde.

La revitalisation du Château Frontenac comprend la rénovation des 618 chambres de l'hôtel, l'agrandissement des étages Fairmont Or, une transformation radicale du hall principal, l'agrandissement du centre de santé, une offre de restauration entièrement renouvelée, la poursuite des travaux de maçonnerie et le remplacement de la toiture de cuivre, de même qu'une mise en valeur d'éléments patrimoniaux grâce à l'intégration soignée d'artéfacts et d'œuvres d'artistes québécois.

Il est à noter que la réalisation des travaux sera confiée en priorité à des entrepreneurs de la grande région de Québec et du Québec. En tant que propriétaire du Château Frontenac, Ivanhoé Cambridge travaillera de concert avec de nombreux partenaires dont la Ville de Québec, le gouvernement du Québec, Parcs Canada, le Musée de la civilisation, le Musée national des Beaux-Arts et de nombreux autres.

Toute personne intéressée pourra suivre l'évolution des travaux grâce au microsite dédié, à www.nouveauchateau.com.

Le nouveau Château sera prêt dès 2014. Dans l'intervalle, il demeure ouvert et continue d'offrir le même service à la clientèle locale ainsi qu'aux touristes et aux congressistes.

FLASH QUÉBEC

SAVIEZ-VOUS QUE...

Lors de la 15e édition de la Simulation Bourse Inter Universitaire, la Caisse a remis une bourse de 2 000 $ à la délégation gagnante qui représentait l'Université du Québec à Trois-Rivières. Cette simulation vise à recréer les activités de négociation d'un marché financier. Cette édition regroupait plus de 465 étudiants en finance et en administration provenant de 12 établissements universitaires. Les participants étaient réunis pour gérer un portefeuille composé de titres fictifs d'un montant d'un million de dollars.

Inscrivez-vous
dès maintenant

Recevez directement dans votre boîte de courriel la version électronique du bulletin ***POINT DE VUE***.

Pour vous inscrire, envoyez un courriel à:
pointdevue@lacaisse.com.

La Caisse de dépôt et placement du Québec a rendu public son rapport annuel pour l'exercice 2011.

Outre l'analyse détaillée des résultats financiers publiés le 23 février dernier, le rapport annuel 2011 présente un bilan des activités de la Caisse.

Pour une lecture complète du rapport annuel :
www.lacaisse.com

Caisse de dépôt et placement du Québec

Bureau d'édition • Centre CDP Capital
1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Tél. : 514 842-3261 • Téléc. : 514 842-4833

Siège social • Édifice Price
85, rue Sainte-Anne, 14e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Tél. : 418 684-2334 • Téléc. : 418 684-2335

www.lacaisse.com

Cette brochure a été imprimée sur un papier 100 % postconsommation.